

PARIS, le 10 novembre 1993

Le Général
Chef de l'Etat-Major Particulier

(u)

N O T E

à l'attention de
Monsieur le Président de la République ✓

O B J E T : Conseil restreint du mercredi 10 novembre 1993.
Situation.

1. Ex-Yougoslavie

La situation actuelle en Bosnie conduit à un enlèvement. Les convois humanitaires sont l'objet d'agressions et la Forpronu est fréquemment humiliée. Un incident grave mettant en jeu un élément français a été provoqué, le 8 novembre à Sarajevo, par des miliciens serbes qui se sont emparés par la force de deux Bosniaques placés sous la protection de la Forpronu.

Au plan diplomatique, les ministres des affaires étrangères des Douze se sont réunis le 8 novembre. Nos partenaires ont donné leur accord à une action commune pour l'acheminement de l'aide humanitaire, la remise en état d'axes routiers et la réouverture des aéroports de Mostar et de Tuzla.

En revanche ils ont marqué leur réticence à un accompagnement militaire des convois et à un renforcement de leurs contingents. Seuls les Danois et les Néerlandais seraient prêts à augmenter leurs effectifs. En revanche les Polonais et les Tchèques sont disposés à participer si on leur en fait la demande.

La lettre commune adressée aux Douze par MM. Juppé et Kinkel sera examinée au Conseil du 22 novembre.

2. HAITI

L'échec de la tentative de conciliation conduite par M. Caputo, le représentant du Secrétaire général, pourrait compromettre durablement le retour au processus démocratique.

.../...

Alors qu'à Port-de-Prince, les "attachés" poursuivent leurs exactions à l'encontre des partisans du président Aristide, l'attitude américaine reste marquée par l'ambiguïté, en dépit de l'engagement personnel du président Clinton.

Le Quai d'Orsay envisage une nouvelle démarche auprès du gouvernement américain.

3. BURUNDI

Fort de la protection assurée par des unités militaires loyalistes conseillées et contrôlées par nos 20 assistants techniques, le gouvernement a quitté l'ambassade de France pour un hôtel de la périphérie de Bujumbura.

Il n'est pas pour autant en mesure de reprendre le contrôle de la situation, les violences qui se poursuivent en province interdisant le fonctionnement normal de l'administration et le retour de quelques 600 000 réfugiés.

Une intervention des Nations unies ou de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) paraît très improbable du fait des réticences des bailleurs de fonds potentiels et de l'opposition de l'armée tutsie à toute "ingérence étrangère".

Dans l'immédiat se pose le problème de la représentation de la France aux obsèques du Président N'Dadaye, le 29 novembre prochain.

4. CONGO

Le bilan de l'opération militaire engagée par le gouvernement contre les milices armées de l'opposition s'élèverait à une centaine de morts et quelques centaines de blessés.

Cette intervention meurtrière ne règle aucun des problèmes de fond, politiques, ethniques et de maintien de l'ordre qui paralysent la vie publique congolaise depuis plus de dix mois.

La France soutient la tentative actuelle de médiation de l'O.U.A. mais le président Lissouba n'exclut pas un nouveau recours à la force.

5. Si vous le souhaitez l'ordre du jour du conseil restreint pourrait être limité à l'ex-Yougoslavie.

Bruno DELAYE

Jean LEVY

Général QUESNOT